

## Faut-il craindre les hausses de prix des céréales comme on craint celles du pétrole?

### LA MÉMOIRE EST UNE FACULTÉ QUI...

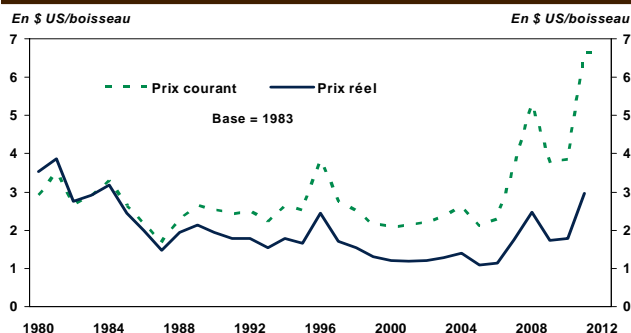
Les hausses des prix des céréales sur les marchés mondiaux au printemps et au cours de l'été 2012 ont ravivé les craintes d'une augmentation rapide du prix des aliments. On a tendance à crier au loup rapidement alors qu'il n'y a peut-être pas lieu de le faire.

Un regard sur une trentaine d'années permet de voir que l'appréciation des prix agricoles, celui des céréales notamment, n'est pas un phénomène de longue date. On ne peut prétendre qu'il a accablé les consommateurs depuis des lustres, loin de là. Le graphique 1 présente l'évolution des prix du maïs (contrats à terme en moyenne annuelle, en dollars américains) depuis le début des années 1980. Il permet de constater une progression très lente des cours et une accélération durant la décennie 2000. En considérant cette évolution avec le taux

général d'inflation annuel aux États-Unis, on voit même que le prix annuel réel du maïs, exprimé en dollars du début des années 1980, n'a pas rejoint le niveau qui prévalait en 1980.

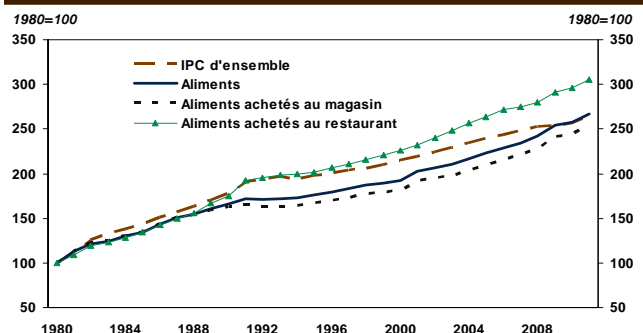
Plus près de l'assiette des consommateurs, un regard sur la même période permet de constater que l'évolution de l'indice du prix des aliments au Québec n'a pas été plus rapide que celle de l'indice général des prix (graphique 2). Depuis 1980, l'indice du prix des aliments achetés au magasin a même augmenté moins rapidement. Celui des aliments achetés au restaurant a suivi une ascension plus vive que l'indice général. On observe une forte montée au début des années 1990 avec l'introduction de la taxe sur les produits et services (TPS) en 1991. Entre 1990 et aujourd'hui, l'indice général des prix a progressé de 52,5 %, alors que celui des aliments a augmenté de 64,9 %.

**Graphique 1 Le cours réel du maïs n'a pas rejoint le niveau du début des années 1980**



Sources : Datastream, Grainwiz et Desjardins, Études économiques

**Graphique 2 L'indice du prix des aliments n'a pas progressé de façon fulgurante depuis 30 ans au Québec**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

**Joëlle Noreau**  
Économiste principale

**Yves St-Maurice**  
Directeur principal et économiste en chef adjoint

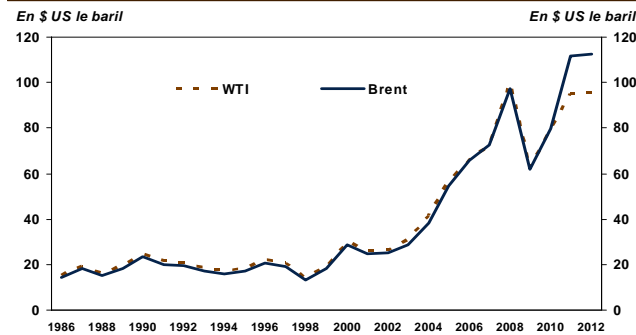
418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

Les hausses des années 2000 ont fait oublier que les consommateurs ont vécu une longue période durant laquelle l'augmentation des prix des céréales et des prix agricoles en général n'était pas préoccupante pour eux.

**LES ANNÉES 2000**

Ce n'est que tout récemment que les hausses des prix des céréales et des animaux ont fait la une des médias. Celles-ci se sont produites dans un contexte général d'effervescence et de demande pressante pour les matières premières. La consultation des graphiques 3 et 4 suffit à convaincre que l'appétit pour les matières de base (pétrole, métaux, céréales) a grandi au point de faire grimper les cours de façon appréciable. Il y a eu certes la demande des pays émergents, mais l'intérêt des grands investisseurs et des spéculateurs envers les matières premières comme véhicule de placement a aussi moussé les prix à la hausse.

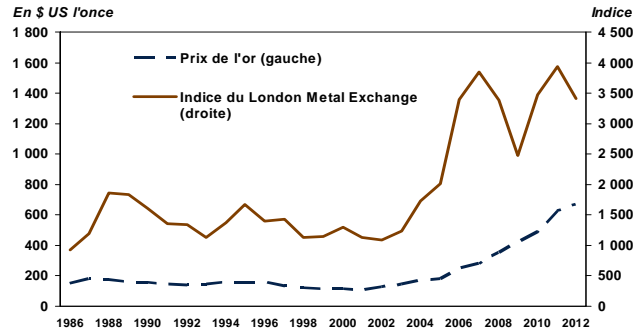
**Graphique 3 Les prix du pétrole ont été catapultés à compter de 2004**



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

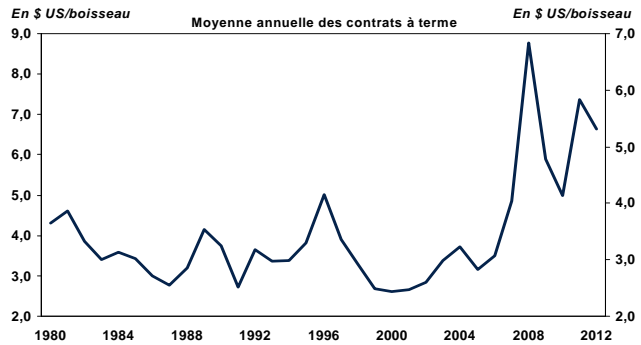
Toutefois, à eux seuls, ces éléments n'ont pas suffi à créer les progressions spectaculaires des prix des céréales observées au cours de l'année 2008 et plus récemment en 2012. Les conditions climatiques difficiles qui se sont traduites par des épisodes de sécheresse ou d'inondation extrêmes ont trouvé des échos sur les marchés où l'on a vu de grandes fluctuations de prix. Les graphiques 1 (page 1), 5 et 6 permettent d'observer la montée des prix de différentes denrées alimentaires au cours des années 2000. Les soubresauts ont été nombreux, mais il faut garder en tête que les répercussions n'ont pas été les mêmes partout sur la planète. Les images d'émeutiers cherchant à s'approvisionner dans certains pays émergents en 2008 et en 2009 ont laissé des traces profondes dans les mémoires. Pourtant, au Québec, il n'y a pas eu des files aux portes des épiceries. Cela ne veut pas dire non plus qu'un certain pourcentage de la population n'a pas eu de la

**Graphique 4 Or et métaux : une accélération très marquée des prix au début des années 2000**



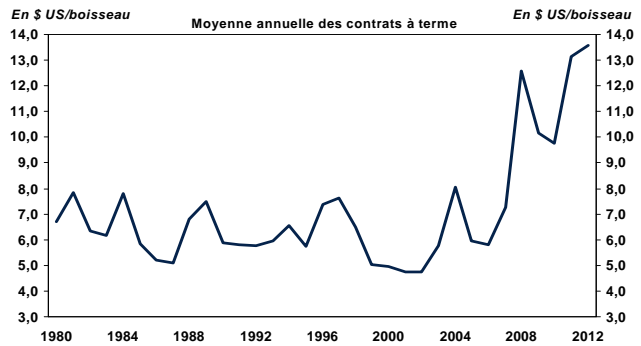
Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

**Graphique 5 – Blé : tendance des contrats à terme, une nette accélération à compter de 2007-2008**



Sources : Datastream, Grainwiz et Desjardins, Études économiques

**Graphique 6 – Soya : tendance des contrats à terme, les prix se sont enflammés en 2008, 2011 et 2012**



Sources : Datastream, Grainwiz et Desjardins, Études économiques

difficulté à boucler son budget. Malgré cela, les nouvelles de l'été 2012 à l'effet que le prix des céréales subissait une flambée ont fait resurgir le spectre de la pénurie et de l'escalade des prix.

## Tableau 1 – Part du budget des ménages consacrée à l'alimentation (sans les boissons alcoolisées)

Année	Québec*	Ontario*	Colombie-Britannique	Alberta	Canada*	États-Unis	France**
2002	16,3	13,1	13,6	12,7	13,9	13,2	14,4
2003	16,0	13,1	13,7	12,7	13,9	13,1	14,4
2004	16,0	12,5	13,7	12,7	13,6	13,3	14,1
2005	15,7	12,5	13,3	12,5	13,4	12,8	13,7
2006	15,3	12,5	12,4	11,2	13,0	12,6	13,5
2007	16,1	12,3	13,1	11,3	13,2	12,4	13,3
2008	15,4	12,3	13,4	11,4	13,1	12,8	13,5
2009	15,0	12,1	12,5	11,8	12,8	13,0	13,6
2010***	13,8	12,0	13,0	12,4	12,7	12,7	13,5

\* : Plusieurs changements de méthodologie ont été introduits avec le remaniement de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) au Canada.

\*\* : Tous les chiffres ont été révisés pour la France en fonction des changements dans les comptes nationaux.

\*\*\* : 2010 attention changement méthodologique.

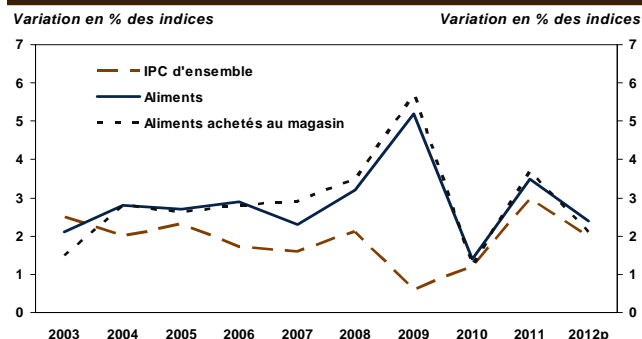
Note : À des fins de comparaison, la valeur des dépenses totales des ménages utilisée dans le calcul n'inclut pas les impôts.

Sources : Statistique Canada, Insee, Comptes nationaux - Base 2005, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

### LES ÉPISODES RÉCENTS DE HAUSSES DE PRIX ET LES DÉPENSES DES MÉNAGES

Nombreux sont ceux qui se sont plaints de hausses spectaculaires du prix des aliments ces dernières années. Pourtant, les données de Statistique Canada sur les dépenses des ménages démontrent que la part des dépenses en alimentation dans le total des dépenses au Québec a graduellement diminué au cours de la décennie 2000 (tableau 1). On note tout de même que cette part demeure supérieure à celle de la moyenne canadienne. Même durant les années de fortes hausses des prix alimentaires de 2008 et de 2009 (graphique 7), la part des dépenses en alimentation n'a pas augmenté dans le total, elle a même diminué. Des effets de substitution ont probablement joué : les consommateurs ayant choisi d'acheter d'autres produits en lieu et place de leurs achats habituels. Toutefois, ces effets sont difficiles à capter. Par ailleurs, l'année 2010 est une année particulière qui ne peut être comparée avec les précédentes compte tenu des changements méthodologiques à l'enquête, mais la tendance pour les deux années précédentes n'est pas à la hausse.

**Graphique 7 La variation des indices de prix s'est atténuée depuis le pic de 2009 au Québec**

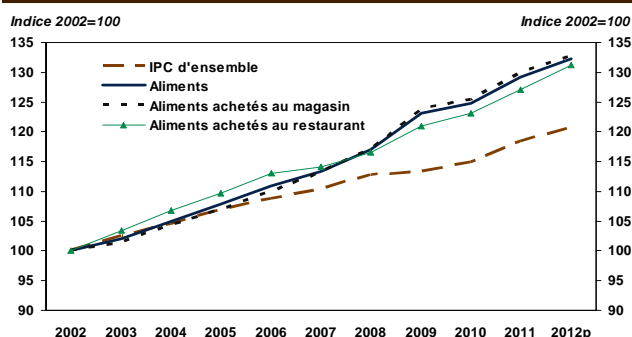


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

### 2002 À 2012 : DES CHANGEMENTS AUX PRIX DES ALIMENTS

Durant la période s'échelonnant de 2002 à 2012, on remarque qu'au Québec, l'indice des prix des aliments a crû plus rapidement que celui de l'indice général des prix (IPC général) (graphique 8). Durant cette période, l'indice général des prix a progressé de près de 21 %. L'indice des prix des aliments a augmenté d'environ 32 %, celui des achats en magasin d'approximativement 33 % et celui des achats au restaurant de 31 %.

**Graphique 8 L'indice des prix des aliments a surpassé celui de l'indice général des prix de 2002 à 2012 au Québec**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Si cette appréciation du prix des aliments peut sembler spectaculaire, il faut voir que celle du blé a été de 134 %, celle du maïs s'est chiffrée à 200 % et celle du soya était estimée à 186 % (tableau 2)

**Tableau 2 – Variation de certains indices et du prix des céréales**

Indices des prix du Québec	Variation 2002-2012p
IPC	21 %
IPA - magasin	33 %
IPA - restaurant	31 %
<b>Moyennes annuelles des contrats à terme</b>	
Maïs	200 %
Blé	134 %
Soya	186 %

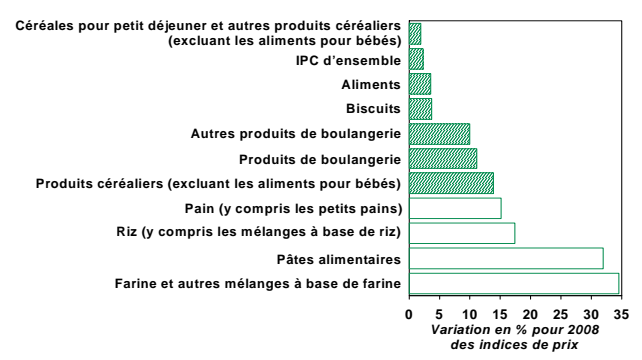
Sources : Statistique Canada, Grainw iz et Desjardins, Études économiques

**QUELS SONT LES PRODUITS QUI ONT SUBI LA PLUS FORTE HAUSSE?**

Comme on s'en doute, ce sont les prix des produits de boulangerie qui ont augmenté le plus rapidement avec une progression de 52,8 % durant la période de 2002 à 2012. Ils sont suivis des œufs (environ 48 %), du café et du thé (environ 42 %), de la volaille (environ 40 %), des produits céréaliers (environ 39 %), du porc et du bœuf (ex aequo à environ 37 %), pour ne nommer que ceux dont les hausses ont été les plus remarquées.

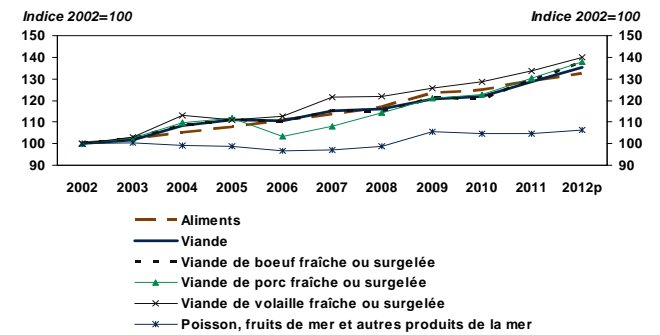
En ce qui a trait aux produits de boulangerie, on constate qu'en 2008 seulement la croissance a été de 10,4 %, alors que celle de 2012 s'est chiffrée à environ 1,4 %. Une analyse plus détaillée, disponible pour le Canada (graphique 9), permet de voir que la farine et les autres mélanges à base de farine ainsi que les pâtes alimentaires sont en tête de peloton. Les céréales pour le petit déjeuner n'ont pas subi une hausse aussi spectaculaire en raison des multiples étapes de transformation, ce qui réduit considérablement la part du coût de la céréale de base dans l'ensemble du produit. Il en sera question ultérieurement dans l'analyse.

**Graphique 9 L'année 2008 a été assez éprouvante pour les prix des produits de boulangerie et de céréales au Canada**



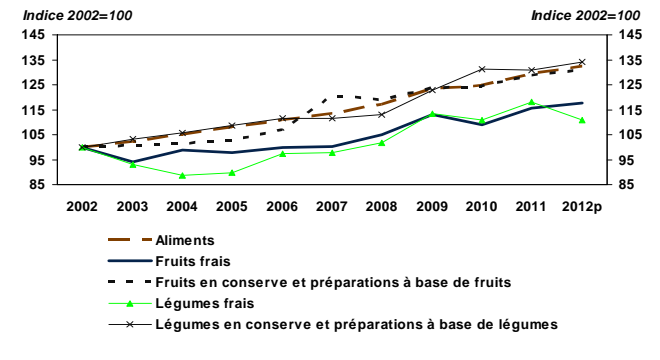
Sur la période s'échelonnant de 2002 à 2012, on constate qu'en ce qui a trait à la viande et au poisson, c'est le prix de la volaille qui a augmenté le plus rapidement, suivi du porc et du bœuf (graphique 10). Fait à noter, les prix des poissons, des fruits de mer et des autres produits de la mer n'ont progressé que d'environ 6 %, soit nettement moins que l'indice général des prix et de celui des aliments. Cette faible croissance est attribuable notamment au fait qu'une part fort importante de poissons et des fruits de mer est importée et que le dollar canadien s'est rapidement apprécié, passant en moyenne de 0,64 \$ US en 2002 à la parité en 2012. On devine également que la hausse du huard a aussi permis d'atténuer les effets de l'augmentation des céréales importées qui autrement aurait été encore plus considérable.

**Graphique 10 Le prix de la volaille est celui qui a le plus augmenté parmi la viande et les produits de la mer**



Parmi les aliments dont le prix n'a pas suscité la grogne, on note également les fruits et les légumes, notamment les légumes frais (graphique 11). Là encore, la force du dollar canadien n'est pas étrangère à cet état de fait. Par contre, les fruits et légumes en conserve et les préparations à base de fruits et de légumes ont augmenté d'un peu plus de 30 %, conséquence de la plus grande transformation requise (énergie notamment, prix des métaux pour les conserves, etc.).

**Graphique 11 Les prix des fruits et des légumes frais ont moins augmenté que ceux transformés au Québec**



### L'ÉPISODE 2007-2008

Une analyse réalisée au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) pour la période de 2007 à 2008<sup>1</sup> a permis de mettre en lumière certains faits. L'ampleur des hausses des prix alimentaires varie en fonction d'un nombre important de facteurs, dont le nombre d'aliments touchés, la force du huard et les prix de l'énergie.

Malgré le fait que l'indice de prix des aliments au Québec et au Canada ait augmenté plus rapidement ces années-là que l'indice général des prix, la hausse observée a été nettement moins forte que ce qui a été enregistré sur le marché mondial des denrées agricoles et alimentaires.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce fait. Premièrement, les produits à base de céréales et d'oléagineux n'entrent que dans une faible part de l'alimentation des Québécois (autour de 14 % en 2007 et en 2008). Deuxièmement, ces derniers ont un intérêt marqué pour les produits transformés, ce qui fait en sorte que le coût des céréales et des oléagineux dans le prix total est assez faible. Enfin, on l'a évoqué précédemment, la forte appréciation de notre devise a accru notre pouvoir d'achat sur les marchés d'importation, ce qui a amené une diminution du coût des produits provenant de l'étranger.

Fait important à noter, l'analyse du MAPAQ a souligné que « le prix de quelques produits alimentaires dans les magasins de distribution a suffisamment augmenté pour entraîner, en réaction, une baisse des quantités achetées par les consommateurs ». On a même observé, à l'aide de données de marché, que la hausse des produits à base de céréales, les pâtes sèches notamment, a déplacé une partie de la demande vers le couscous et la semoule de maïs qui gagnaient déjà en popularité. Toutefois, en 2010, une diminution des prix de 9,2 % était enregistrée pour les pâtes sèches. Pour les céréales, ce recul s'est chiffré à 2,1 % et à 7,4 % pour le riz.

Du côté de la viande, on a constaté que la hausse de 2007 et de 2008 n'apparaissait pas « exceptionnelle » en comparaison avec l'IPC général. C'est la volaille qui a accaparé le plus fort de l'augmentation compte tenu du fait que cet élevage est très dépendant des céréales pour l'alimentation. Par ailleurs, dans le cas du porc et du bœuf, d'autres phénomènes ont joué pour contenir les prix. Durant cette période, il y avait un surplus des inventaires dans la production porcine au Québec. En parallèle, le dollar canadien fort a aussi facilité l'entrée du porc américain dont les producteurs menaient une véritable offensive pour conquérir le marché canadien. La conjugaison de ces éléments a contenu les hausses de prix. Par ricochet, il était difficile d'augmenter les prix de substituts comme le bœuf.

Enfin, l'étude du MAPAQ permet de capter une information qui n'a pas fait la manchette et qui n'a pas attiré l'attention comme l'augmentation des prix des céréales et ses répercussions. L'analyse plus fouillée des données apporte un tout autre éclairage sur cette progression des prix durant la décennie 2000. Ainsi, « En 2009, les prix de plusieurs autres produits ont enregistré leur plus forte augmentation de toute la décennie ». Il s'agit du sucre et de la confiserie (11,8 %), des légumes frais (11,4 %), du poisson et des fruits de mer (6,6 %), du café, du thé et des boissons non alcoolisées (8,6 %), des fruits frais (7,6 %), dont les bananes (16,7 %) et les oranges (7,4 %) de même que la viande de bœuf (5,5 %). On estime que ces hausses ont eu plus d'effet sur le coût du « panier alimentaire » des Québécois.

Curieusement, ces augmentations n'ont pas reçu beaucoup d'attention. Pour bien des gens, les hausses des prix des aliments ont été majoritairement associées à celles des prix des céréales.

<sup>1</sup> MAPAQ, *La hausse des prix des denrées agricoles entre 2007 et 2008 n'a eu que des incidences passagères sur les prix des aliments au Québec*, dans BioClips+, mai 2011, volume 14, numéro 1, 8 pages.

### DES RACCOURCIS À NE PAS PRENDRE

Les hausses des prix des céréales font frémir parce que, instinctivement, comme consommateur, chacun a tendance à calquer les pourcentages de ces augmentations rapportées dans les médias sur les produits de consommation courants comme le pain ou les céréales préparées. C'est un raccourci à ne pas prendre. En effet, selon une analyse réalisée par Statistique Canada en 2008<sup>2</sup>, la hausse des matières premières tels les céréales et les oléagineux a des effets uniquement sur une petite partie de ce qui est acheté par les consommateurs. « Dans le cas du pain et des céréales, qui sont les produits les plus touchés par la montée des prix des grains, le coût des produits de base représente moins du dixième de ce que paient les consommateurs pour le pain, même si l'on tient compte des coûts de l'énergie ». Les analystes prennent soin de mentionner qu'« il s'agit de la part la plus faible observée pour n'importe laquelle des grandes catégories de produits alimentaires ».

À l'aide de modèles, les auteurs ont réalisé plusieurs simulations. Ces dernières ont révélé qu'un accroissement de 10 % des prix des grains (blé, orge, maïs et grain destiné à l'alimentation des animaux) n'apportait qu'une augmentation de 0,26 % des prix à la consommation globaux des aliments, ce qui est bien peu. Ils ont constaté que les répercussions les plus importantes étaient sur la volaille (+1,6 %) et les œufs (+1,0 %), ce qui traduit le lien entre l'alimentation des volailles et les grains. Dans le cas du pain et des céréales pour le petit déjeuner, on l'estimait à 0,3 % et à 0,6 % respectivement.

À la lumière des données recueillies lors de la flambée des prix en 2007 et à l'aide de modèles mathématiques ayant fait leurs preuves, les auteurs étaient en mesure d'affirmer que « les services représentaient de la moitié aux trois quarts de la valeur des produits achetés par les consommateurs dans les épiceries ». Parmi eux, le pain, les fruits et les légumes comptaient pour une part de 60 % ou plus des dépenses de consommation. Dans le cas du poisson, des produits laitiers, de la viande et des boissons gazeuses, cette proportion était davantage de l'ordre de 50 %. Ces services couvrent notamment les coûts d'entreposage, le transport, la publicité, le placement sur les tablettes et les bénéfices des sociétés.

### QUAND ON SE COMPARE...

Chez nos voisins du Sud, le département américain de l'agriculture, le USDA (United States Department of Agriculture) a travaillé à décortiquer la répartition du dollar alimentaire depuis plus de 15 ans. La dernière estimation est en date de 2010. À ce moment-là, le dollar alimentaire américain était ré-

parti en une dizaine de catégories. La part attribuée aux producteurs était d'environ 10 ¢ pour chaque dollar, celle qui allait à la transformation était de 21,7 ¢, l'emballage et le transport comptaient respectivement pour 3,9 ¢ et 3,4 ¢, le commerce de détail accaparait 12,8 ¢, les services alimentaires 3,4 ¢, l'énergie 4,8 ¢, le secteur financier et les assurances 5,2 ¢ et les autres services (publicité, aspects légaux, comptabilité, etc.) 4,1 ¢.

L'idée n'est pas d'établir une guerre de chiffres, mais plutôt de chercher des similitudes. S'il en est une que l'on peut identifier, c'est qu'à partir de ces deux analyses la part qui va à la matière de base, que ce soit des céréales ou de la viande, demeure assez restreinte dans le coût payé par le consommateur nord-américain.

### L'ÉPISODE RÉCENT DE 2012

En 2012, les prix des céréales se sont appréciés rapidement à compter du printemps. Les cours des grains se sont mis à grimper au moment où l'on a constaté qu'une sécheresse gagnait les États-Unis et qu'elle compromettait une saison qu'on espérait abondante. Cette hausse rapide a ravivé les frayeurs d'une pénurie possible et les scénarios de flambée des prix des aliments ont circulé sans qu'ils n'aient de fondements solides. On a crû à une répétition des événements de 2008 et de 2010 alors que les prix des céréales se sont vivement appréciés, provoquant des bouleversements sociaux un peu partout sur la planète, particulièrement en 2008.

La première analyse des indices de prix des aliments pour l'année 2012 au Québec ne fait pas état d'une montée fulgurante. Entre janvier et septembre de cette année, l'indice des prix des aliments (IPA) achetés au magasin est passé de 132,1 à 131,5, soit une baisse. Toutefois, il faut reconnaître qu'il a atteint 134,6 en juillet. En fait, pour les neuf premiers mois de l'année 2012, la moyenne de l'IPA a augmenté de 2,2 %, alors que cette même moyenne a progressé de 3,4 % entre les neuf premiers mois de 2011 et la période correspondante en 2010.

### LE PRIX DES ALIMENTS : UNE PRÉOCCUPATION QUI DÉPASSE LARGEMENT LE QUÉBEC

La question de la flambée des cours des céréales et de ses répercussions sur ceux des aliments dépasse largement le Québec. À preuve, le G20<sup>3</sup> a entamé une réflexion sur le prix des aliments suite à la flambée de 2008. En fait, on a mis sur pied un « système de suivi de la production mondiale » pour agir sur le contrôle des prix en cas de nécessité. Quelques propositions sont à l'étude. Parmi celles-ci, on souhaite éviter les embargos sur les exportations. On se rappellera que la

<sup>2</sup> Statistique Canada, Ziad Ghanem et Philip Cross, *Le prix des aliments : un bienfait pour les producteurs, un soulagement pour les consommateurs*, dans *L'observateur économique canadien*, juin 2008, pp. 3.1 à 3.10, no 11-010 au catalogue.

<sup>3</sup> Les pays du G20 sont ceux du G8, auxquels se sont joints l'Union européenne, l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie.

Russie en avait imposé un à l'été 2010 suite à une sécheresse dévastatrice qui avait largement compromis la récolte de blé cette saison-là. Ce mouvement avait amplifié une hausse déjà importante des prix des céréales.

D'autres suggestions sont à débattre comme celle de faire pression sur les autorités américaines et européennes pour suspendre ou diminuer le soutien financier apporté aux biodiesel. On propose de taxer les transactions à des fins spéculatives. Ces trois exemples ne sont pas exhaustifs, mais ils visent à illustrer la préoccupation que tous ont de rétablir un peu de quiétude sur les marchés afin d'éviter les trop fortes fluctuations des prix des denrées agricoles et des aliments.

### QUELLES PERSPECTIVES POUR 2013?

Bien malin celui qui pourrait prédire avec justesse la variation des prix alimentaires pour l'année à venir. Toutefois, certains tentent l'aventure et chiffrent leurs pronostics. C'est le cas notamment d'un groupe de chercheurs de l'Université de Guelph plus précisément du Collège en Management et Études Économiques. Ils se prêtent à l'exercice depuis déjà quelques années. Leurs travaux les amènent à estimer entre 1,5 % et 3,5 % la hausse moyenne des prix des aliments (toutes catégories confondues) pour l'année qui débute au Canada. Leur appréciation est à l'effet que l'augmentation sera supérieure au taux d'inflation canadien (qui est la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation).

Selon l'étude, plusieurs facteurs sont mis en cause, notamment la viande, dont les prix pourraient augmenter entre 6,5 % et 8,5 %. Les cheptels réduits par rapport aux années précédentes créeraient une certaine rareté et, conséquemment, une pression sur les prix. La question que l'on peut se poser est la suivante : une hausse comparable a-t-elle déjà été relevée au Québec? La réponse est oui. Depuis 2003, au Québec, on a constaté une croissance qui s'apparente à celle qui est prévue par les chercheurs. La première (6,4 %) a eu lieu en 2004 et elle suivait une augmentation de 1,8 % l'année précédente. Une hausse de 5,7 % a été notée en 2011, toutefois elle faisait suite à une faible progression de 0,9 % en 2010. Fait à noter, on observe une grande fluctuation dans le prix des viandes d'année en année. Pour 2012, le résultat n'est pas connu avec certitude, mais il avoisinerait 5,0 %.

Les projections pour le pain, les pâtes et les pâtisseries, qui ont tout de même une composante non négligeable en céréales, sont de l'ordre de 2,4 % à 4,5 % pour 2013. En retenant la valeur la plus élevée, soit 4,5 %, on est loin des hausses spectaculaires de 2008, bien qu'elle soit appréciable.

### UNE AUTRE PERSPECTIVE

On ne peut nier que les prix des aliments ont augmenté plus rapidement au Québec au cours des années 2000 que durant les deux décennies précédentes. Toutefois, la vitesse d'appréciation n'a pas été la même partout sur la planète. C'est ce que révèlent notamment les travaux de l'Economist Intelligence Unit, une entreprise indépendante qui a créé un indice permettant de comparer les pays à divers niveaux. Avec la publication de l'édition 2012 de « Global Food Security Index », l'organisme a indiqué qu'au cours de la dernière décennie, les prix des aliments avaient augmenté trois fois plus vite que l'inflation. Fort heureusement, ce n'est pas ce qui s'est produit ici au Canada et au Québec, à la lumière des chiffres publiés par Statistique Canada et relevés précédemment dans la présente analyse.

Dans le calcul de son indice, la firme de recherche compte trois composantes. Une a trait à l'abordabilité. Cet aspect recoupe de nombreuses facettes dont la portion du revenu des ménages consacrée à l'alimentation, la proportion de la population vivant avec 2 \$ US ou moins par jour, le PIB par personne, la moyenne des tarifs à l'importation des produits agricoles, la présence de programmes d'aide à l'alimentation et l'accès au financement pour les producteurs agricoles (tableau 3). Dans le palmarès établi pour 105 pays (ceux dont on dispose de l'information pertinente), le Canada se classe au 7<sup>e</sup> rang quant à l'abordabilité. En ce qui a trait à l'indice général, il se classe au 8<sup>e</sup> rang.

**Tableau 3 – Indice global de sécurité alimentaire**

Rang	Indice global	Volet abordabilité
1	États-Unis 89,5	États-Unis 93,2
2	Danemark 88,1	Suisse 91,9
3	Norvège 88,0	Pays-Bas 89,4
4	France 86,8	Norvège 89,1
5	Pays-Bas 86,7	Australie 89,0
6	Autriche 85,6	Belgique 88,2
7	Suisse 83,7	Canada 87,9
8	Canada 83,4	Danemark 87,9
9	Finlande 83,1	Suède 87,9
10	Allemagne 83,0	Autriche 87,5
11	Nouvelle-Zélande 82,7	Allemagne 86,8
12	Belgique 82,2	Finlande 86,7
13	Espagne 81,2	Royaume-Uni 84,5
14	Australie 81,1	France 84,4
15	Portugal 80,8	Japon 83,9

Source : Economist Intelligence Unit, *Global Food Security Index 2012*.

Cette comparaison permet de voir que la situation canadienne, et on peut supposer qu'elle ne soit pas très différente pour le Québec, est plus enviable que déplorable.

### UN MÉCANISME DE TRANSMISSION DES PRIX QUI N'EST PAS DIRECT

On l'a vu : il n'y a pas de correspondance parfaite entre les prix des céréales sur les marchés internationaux et le prix des aliments achetés au magasin. La détermination des prix payés par les consommateurs résulte d'un grand nombre de facteurs. Il faut garder en tête que plus un aliment est transformé plus la composante « matière première » est petite dans l'ensemble des opérations qui le mènent du champ à l'assiette.

Par ailleurs, les fluctuations du dollar canadien peuvent influencer tant à la hausse qu'à la baisse le prix qui sera payé à la caisse. Il faut se rappeler que dans le cas des produits importés comme les poissons et les fruits de mer, l'augmentation des prix a été moins prononcée que pour l'indice des prix des aliments et l'IPC. Certaines années, la variation a même été négative.

D'autres éléments ont pour effet d'accentuer les mouvements de prix. Un surcroît de production ou des surplus d'inventaires peuvent aussi avoir une influence. Des offensives commerciales d'autres pays producteurs peuvent aussi bousculer les prix. De même, l'arrivée de nouveaux joueurs dans la distribution alimentaire, comme Walmart il y a quelques années ou Target en 2013, peut changer la donne et accentuer la concurrence, ce qui contiendra les hausses de prix.

Il faut garder en mémoire que l'effet de la hausse des cours mondiaux des céréales sur la facture d'épicerie n'est pas toujours immédiat et il n'est pas nécessairement de l'ampleur soupçonnée. De plus, il est très difficile de capter avec justesse les ajustements auxquels procèdent les consommateurs pour s'adapter aux hausses subites de certains aliments afin d'atténuer les conséquences sur leur facture d'épicerie.

L'analyse des données permet de voir plus clair dans la question des prix des céréales et de ceux des aliments. En premier lieu, il faut reconnaître qu'il y a bel et bien eu des hausses des prix des aliments ces dernières années. Deuxièmement, on ne peut négliger le fait que les augmentations des prix des aliments de 2002 à 2012 ont été supérieures à celle du taux d'inflation général au Québec. Troisièmement, il ne faut pas oublier non plus que les croissances importantes des prix des céréales ont eu des répercussions chez les producteurs agricoles. Ces difficultés ont été rapportées dans les médias. Toutefois, les problèmes rencontrés par les producteurs ne sont pas du même ordre que ceux subis par les consommateurs. Quatrièmement, l'analyse révèle qu'il serait sage d'éviter les jugements à l'emporte-pièce et qu'il n'est pas approprié de transposer directement les hausses de prix observées sur les marchés mondiaux sur la facture d'épicerie.

À la question « faut-il craindre les hausses des prix des céréales comme on craint celles du pétrole? », la réponse est non. Il ne s'agit pas du même mécanisme de transmission des prix. L'analyse de quelques données permet de constater que les cours du pétrole (WTI : West Texas Intermediate) ont progressé de 286 % entre 1990 et 2012 alors que ceux du maïs, du blé et du soya ont augmenté respectivement d'environ 160 %, 77 % et 130 % durant la même période. En parallèle, le coût de l'essence à la pompe au Québec a augmenté de 118,4 % et l'indice des prix des aliments (en général) a subi une croissance d'environ 65 %.

Fait à noter, la marge de manœuvre des automobilistes est passablement mince quand vient le temps d'encaisser une hausse. Tous ne peuvent réduire de façon draconienne leur consommation de carburant ou changer de mode de transport. En contrepartie, la grande diversité de produits alimentaires permet, elle, une certaine substitution. Il est vrai toutefois que les augmentations des prix des aliments sont difficiles à encaisser pour ceux dont la part des dépenses en alimentation est plus grande que la moyenne dans le budget familial.

On ne sait pas encore de quoi sera faite l'année 2013. Des hausses des prix des aliments sont prévisibles, mais leur ampleur reste à déterminer. Chose certaine, il faut éviter de sauter aux conclusions trop hâtivement dès que l'on voit poindre une augmentation du prix des céréales.

**Joëlle Noreau**  
Économiste principale